

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 20 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TIFFON SA

29 Quai de l'Ile Madame
16200 Jarnac

Références : [2026_493_UbD16-86_Env](#)

Code AIOT : 0007205514

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement TIFFON SA implanté rue de la Font badan 16200 Jarnac. L'inspection a été annoncée le 06/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inscrit dans le cadre pluriannuel de visites des installations classées pour la protection de l'environnement. De plus le site a fait l'objet d'une mise en demeure le 5 novembre 2019 sur les sujets suivants :

- absence de détection incendie dans les chais
- présences d'ouvertures sur les murs extérieurs qui sont à combler
- absence de l'étude foudre (analyse risque foudre et étude technique)

La visite fait un récolement à l'arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TIFFON SA
- rue de la Font badan 16200 Jarnac
- Code AIOT : 0007205514
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site exploité par TIFFON SA à Jarnac comprend 3 anciens chais de stockage d'alcools de bouche situés en centre ville : le chai Roulet, chai Moreau et chai Figon, dont le cumul des stockages autorisés sont soumis à autorisation (QSP totale de 1 920 m³).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	volumes d'activités	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Murs extérieurs des chais	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Vérification périodique des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	3 mois
6	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
9	Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
10	Vérifications périodiques des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Rétentions des chais	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Aire de chargement déchargement	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.4.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
14	Distance d'isolement et étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.2.2	Mise en demeure, respect de prescription,, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.3	Levée de mise en demeure
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 et 19	Levée de mise en demeure
7	consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.4	Sans objet
8	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés permettent de confirmer que les points suivants de la mise en demeure de 2019 sont satisfaits :

- les études relatives à la protection foudre ont été fournis et les systèmes de protection ont été mis en place
- la détection incendie a été mise en place.

En revanche, pour le point concernant l'obturation des ouvertures, il a été constaté que les obturations ont été réalisées, mais il manque les justificatifs confirmant que les matériaux utilisés sont coupe-feu.

Il est attendu que l'exploitant remette en place les rétentions dans les chais Figon et Moreau, aménage correctement l'aire de dépotage conformément aux prescriptions de l'arrêté et aménage une aire d'aspiration sur la Charente mobilisable par le SDIS. Cet aménagement devra être validé par le SDIS.

L'exploitant devra également procéder à la vérification périodique des installations de protection contre la foudre.

Enfin au vu des écarts observés, une nouvelle mise en demeure est proposée notamment en lien avec la maîtrise du risque incendie et la prévention des pollutions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : volumes d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 3			
Thème(s) : Situation administrative, quantités d'alcools			
Prescription contrôlée :			
Les installations de stockage d'alcool de bouche autorisées par le présent arrêté ont les caractéristiques suivantes :			
Désignation de la cellule ou du chai	Surface en m2	Type et caractéristiques du stockage	Capacité maximale de stockage en m3
1 chai Moreau	706 m2	Barriques	560 m3
2 chai Figon	855 m2	Cuves inox et barriques	670 m3
3 chai Rouillet	1212 m2	Tonneaux et barriques	690 m3

Constats :
L'exploitant a transmis les volumes d'alcools stockés dans les chais Moreau et Figon. Ces volumes sont en-deçà des capacités maximales de stockage autorisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra à l'inspection les quantités d'alcools stockés dans le chai Roullet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : « L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : Alarme incendie Chaque chai est équipé d'un système automatique de détection d'incendie et d'alerte de la personne chargée de la surveillance. » N.B : La mise en demeure du 5 novembre 2019 demande à l'exploitant d'« installer un système de détection et d'alerte en cas d'incendie sur les 3 chais Figon, Moreau et Roullet avant le 31 décembre 2019, et fournir un devis de commande signé sous un mois. (...) »
Constats :
L'exploitant a transmis deux factures référencées FACAB1-2009-348 et FACAB1-2007-103 attestant de la mise en place de détecteurs incendie avec alarme dans les chais Moreau, Figon et Roullet. La mise en place de ce dispositif permet de lever ce point de la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Murs extérieurs des chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Les chais ne possèdent aucune ouverture autre que les issues prévues ci-dessus, hors équipements de sécurité et de ventilation.

<p>N.B : la mise en demeure du 5 novembre 2019 demande à l'exploitant de « réaliser l'obturation de toutes les ouvertures présentes sur les trois chais Figon, Moreau et Rouillet avant le 31 décembre 2019 et de fournir un devis de commande signé sous un mois. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté dans les 3 chais que les ouvertures ont été comblées avec des parpaings. Cependant, il a été constaté dans le chai Moreau qu'une fenêtre en partie haute du chai n'a pas été obturée. Les factures et devis de la réalisation des travaux, qui doivent préciser le degré de protection coupe-feu des matériaux utilisés pour l'obturation n'ont pas été transmis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient pour l'exploitant de transmettre la facture de la réalisation des travaux, mentionnant le type des matériaux utilisés ainsi que la mention du degré de protection coupe-feu des matériaux utilisés. La fenêtre présente en partie haute du chai Moreau doit être obturée. L'exploitant transmettra les justificatifs de réalisation des travaux ainsi que la précision du caractère coupe-feu des matériaux utilisés à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 et 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 18</u> : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. (...)</p> <p><u>Article 19</u> : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.</p> <p>N.B : la mise en demeure du 5 novembre 2019 demande à l'exploitant de « réaliser une étude d'analyse des risques foudre (ARF) pour le site sous un mois ;</p> <p>Réaliser une étude technique foudre en fonction des résultats de l'ARF, et mettre en place le cas échéant, les éléments de protection préconisés avant le 31 décembre 2019 ; fournir un justificatif des travaux »</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une étude portant sur la protection foudre du site (Chai Moreau, chai Figon et chai Rouillet), comprenant l'ARF et l'étude technique, réalisée par l'entreprise D&N et daté de novembre 2019. L'exploitant a transmis un devis en date du 8 juillet 2020 émis par l'entreprise EIFFAGE énergie systèmes (référence N° D3999344-2) présentant les dispositifs de protection à mettre en œuvre. Une facture en date du 25 août 2020 et une attestation de réalisation des travaux en date du 24 août 2020 attestent que les travaux ont été réalisés conformément aux conclusions de l'étude foudre.</p> <p>La transmission de ces justificatifs et la mise en place des dispositifs de protection permettent de lever la mise en demeure de 2019 sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 5 : Vérification périodique des dispositifs de protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à la vérification périodique des installations de protection contre la foudre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à la vérification périodique des installations de protection contre la foudre. Il réalisera une première vérification (vérification complète) dans un délai de 3 mois à compter de la date du présent rapport et transmettra le rapport de vérification à l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

(...)

Réserve d'eau d'incendie sur le site

Le site est pourvu de réserve d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie dans les installations de stockage d'alcool de bouche.

La répartition, l'aménagement et l'équipement de ces réserves doit faire l'objet d'un accord formel du SDIS.

N.B : suite à l'inspection de 2019, il était attendu de l'exploitant de consulter le SDIS afin d'obtenir son avis formel sur l'accès à la Charente et de communiquer cet avis à l'inspection.

Constats :

Le site n'a pas de réserve incendie. L'exploitant a indiqué vouloir utiliser la Charente comme moyen en eau, cependant il n'a pas défini ni aménagé une aire de pompage sur la Charente dédiée au SDIS. L'exploitant n'a pas contacté le SDIS et ne dispose pas de son accord sur les moyens à mobiliser pour la lutte contre un incendie des chais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant évalue les besoins en eau pour la lutte contre un incendie et met en place les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif. L'évaluation de ces moyens en eau est établie à partir du cahier des charges applicables aux installations de stockage d'alcools de bouche relevant de la rubrique 4755 et soumis à autorisation qui prévoit que « Volume de la réserve d'eau d'incendie = Volume pour l'extinction du chai le plus grand + volume pour la protection. »

avec :

Surface du chai	Aménagement chai	Volume pour l'extinction du chai le plus grand	Volume pour la protection
< 1 000 m²		0,9 x Surface du chai	70 m³ / 30 m de façade exposée
<1 500 m²	EA	0,9 x Surface du chai	70 m³ / 30 m de façade exposée
	EAD	0,6 x Surface du chai	50 m³ / 30 m de façade exposée
< 2 000 m²	EA	1 x Surface du chai	80 m³ / 30 m de façade exposée
	EAD	0,7 x Surface du chai	60 m³ / 30 m de façade exposée
> =2 000 m²	EAD	1,2 x Surface du chai	100 m³ / 30 m de façade exposée

(EA) = avec extinction automatique à l'eau

(EAD) = Avec extinction automatique dopée à l'émulseur polyvalent

L'exploitant doit mettre œuvre les moyens en eau requis pour la lutte contre un incendie. La répartition, l'aménagement et l'équipement de ces réserves doit faire l'objet d'un accord formel du SDIS dans le délai indiqué.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour, portées à la connaissance et mis à la disposition du personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. - la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. <p>Le personnel est informé et entraîné à l'application de ces consignes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a affiché les consignes de sécurité dans les chais indiquant l'interdiction d'apporter du feu, les numéros d'urgence, les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant a transmis les certificats de participation à une formation « Équipier de première intervention » délivrés à 6 employés du site. La formation a eu lieu le 3 février 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des accès
Prescription contrôlée : Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.
Constats : Les chais sont fermés à clé et munis d'une détection intrusion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : (...) Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de stockage, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55. (...) Mise à la terre des équipements Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.
Constats : Il a été constaté dans le chai Moreau la présence d'une pompe 'de degré de protection IP44. Les cuves inox du chai Moreau sont reliés à la terre
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit remplacer la pompe IP44 avec une pompe de degré de protection égale ou supérieur à IP55.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Vérifications périodiques des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : (...) Vérification périodique des installations électriques Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. Les vérifications portent sur l'ensemble des prescriptions du présent article et sont effectuées conformément aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. (...)
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de l'APAVE du 10 avril 2025 qui fait état de 8 observations. Par ailleurs le certificat Q18 émis à la même date conclut que l'installation électrique « peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion » Un devis de la société Eiffage énergie systèmes référencé 2025-05-97 daté du 10 juin 2025 pour la réalisation des travaux correctifs a été présenté. Une attestation de fin de travaux a été délivrée le 4 février 2026 et permet de conclure que les travaux ont été réalisés conformément aux non-conformités constatées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suites aux travaux mis en œuvre pour assurer la conformité des installations électriques, il conviendra que l'exploitant transmette à l'inspection un nouveau certificat Q18 assurant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution

de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Alarme incendie : l'exploitant a transmis une facture délivrée par la société ABC FEU référencée FACAB2-2512-0076 et datée du 30 décembre 2025 concernant la maintenance annuelle de l'alarme incendie .

Un rapport de vérification du 18 décembre 2025 mentionne que l'alarme du chai Figon est fonctionnelle. Le rapport ne mentionne pas les Chais Moreau et Roullet. L'exploitant devra s'assurer et justifier que les systèmes de détection et alarme incendie des chais Moreau et Roullet ont également été vérifiés.

Désenfumage : l'exploitant a transmis un rapport de vérification des trappes de désenfumage du 24 octobre 2025 par la société ABC FEU qui conclut que les exutoires sont en bon état de fonctionnement.

Extincteurs : L'exploitant a transmis le rapport de vérification du 17 octobre 2025 réalisé par la société ABC FEU. Les extincteurs des trois chais sont en bon état.

Réserve d'eau sur le site : Le site ne disposant pas d'aménagements pour assurer les moyens en eau, aucune vérification n'a été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie dans le délai indiqué que le système de détection et alarme incendie ont été vérifiés dans les chais Moreau et Roullet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Rétentions des chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, risque de pollution

Prescription contrôlée :

Chaque chai est pourvu d'un réseau permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie.

Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcool vers une fosse permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers une rétention.

Le réseau, la fosse d'extinction et la rétention sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- Ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site
- Éviter tout débordement, sauf pour la rétention. Pour cela ils sont adaptés aux débits et aux

<p>volumes définis dans les moyens de lutte contre l'incendie (mini 10 l/m2/mn)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Résister aux effluents enflammés. En amont de la fosse de dilution les réseaux sont en matériaux incombustibles. • Éviter l'écoulement des effluents en dehors des réseaux et installations prévus à cet effet • Être accessible aux services d'intervention lors de l'incendie. • Assurer la protection des tiers contre les écoulements éventuels • Limiter la surface de collecte des effluents afin d'éviter la propagation de l'incendie dans le chai. • Être éloignés au maximum de la propriété des tiers et de toute autre construction. Le réseau et la fosse d'extinction sont situés dans la mesure du possible à plus de 15 m des limites du site. <p>Dans le cas où pour des raisons techniques ou d'implantation (Surface du site insuffisante, topographie du site défavorable ...) un chai ne peut être relié à une cuvette de rétention externe, alors ce dernier est équipé d'une rétention interne. Cette rétention ne peut être commune à plusieurs chais ni à une aire de chargement/déchargement.</p> <p>En cas de débordement de la rétention, les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers. L'exploitant établit un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie. Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</p> <p>Ce plan est porté à la connaissance du personnel et des services d'incendie et de secours. Il est régulièrement mis en œuvre au cours d'exercice qui doit avoir lieu au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les chais ont été placés en rétention interne à l'aide de murets de 75 cm de hauteur au niveau des portes.</p> <p>Cependant, suite aux inondations et débordement de la Charente qui ont lieu en février 2026, les chais Moreau et Figon ont été inondés. L'exploitant a supprimé les seuils afin d'évacuer l'eau qui s'est introduit dans les chais. Lors de la visite, les seuils n'étaient pas présents. L'exploitant a indiqué qu'il réfléchissait à de nouveaux systèmes de rétention de type batardeau pour assurer la rétention du chai et qui pourront être amovibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit remettre en place la rétention interne des chais. Il transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de réalisation des travaux. Il précisera où se dirigent les débordements, qui devront être canalisés vers un lieu où ils ne portent pas atteintes aux biens et intérêts des tiers.</p> <p>Les dispositifs de maintien en rétention interne (batardeaux, murets... ainsi que les joints de liaison) doivent être résistants dans le temps aux effluents enflammés. Les justificatifs afférents devront être présentés à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Aire de chargement déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque de pollutions
Prescription contrôlée : Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouches dans des camions citernes ou des produits nécessaires à l'exploitation du chai. Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout épandage provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette à une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire. Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage. Des consignes sont établies pour le chargement /déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectuée que si la liaison équipotentielle est assurée.
Constats : Il a été constaté que l'aire de dépotage du chai Roulet n'est pas étanche et ne dispose pas d'une rétention. Elle est équipée d'une prise de terre. Les opérations de dépotage réalisés sur les chais Moreau et Figon se font sur la voirie de l'impasse de la Font Badant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit étanchéifier l'aire de dépotage du chai Roulet et assurer une rétention dont le volume correspond à la capacité du camion citerne admis sur le site. L'exploitant ne peut pas réaliser le dépotage des chais Moreau et Figon sur la voirie publique. L'exploitant doit trouver des solutions pour que le dépotage de ces chais soit réalisé dans son périmètre d'exploitation (acquisition et privatisation de la rue par exemple ou tout autre solution...). L'aire de dépotage doit être conforme à la présente prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Distance d'isolement et étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des accès
Prescription contrôlée :

<p>6.2.2.2 Cas des distances d'isolement non respectées</p> <p>Dans le cas où les distances d'isolement mentionnées au point 6.2.2.1, ne sont pas respectées, l'exploitant réalise un calcul des zones d'effet thermique sur l'homme (3, 5 et 8 kW/m²) et d'effet domino (8 kW/m²) sur les autres installations. Si des cibles sont situées dans ces zones, alors il réalise une étude de dangers telle que prévue à l'article R 512-9 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cas où cette étude révèle des risques pour les tiers ou des effets domino entre les installations, l'exploitant propose des mesures de protection avec un échéancier de réalisation.</p> <p>L'étude de dangers et le cas échéant les propositions de travaux et d'échéancier sont transmises au Préfet.</p> <p>L'article 6.2.2.1 prévoit les distances d'isolement suivantes :</p> <p>« Les chais sont éloignés de la propriété des tiers d'une distance minimale de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 15m pour les chais d'une surface supérieure ou égale à 500m², et inférieure ou égale à 1.000 m², • 20m pour les chais d'une surface supérieure à 1.000m² et inférieure ou égale à 2.000 m², • 25m pour les chais d'une surface supérieure à 2.000m². »
<p>Constats :</p> <p>Les chais ont une surface de 706 à 1212 m². Ils sont localisés en centre-ville à proximité immédiate de tiers. L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection d'étude des flux thermiques évaluant l'atteinte à des tiers et démontrant l'acceptabilité du risque.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant évalue les effets thermiques sur l'homme (3, 5 et 8 kW/m²) et d'effet domino (8 kW/m²) sur les autres installations. Si des cibles sont situées dans ces zones, alors il réalise une étude de dangers telle que prévue à l'article R 512-9 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cas où cette étude révèle des risques pour les tiers ou des effets domino entre les installations, l'exploitant propose des mesures de protection avec un échéancier de réalisation.</p> <p>L'étude de dangers et le cas échéant les propositions de travaux et d'échéancier sont transmises au Préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>